

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ANDRÉ PINARD

La statistique et la mesure de la richesse (suite et fin)

Journal de la société statistique de Paris, tome 47 (1906), p. 277-287

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__277_0

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

III

LA STATISTIQUE ET LA MESURE DE LA RICHESSE

(Suite et fin [1])

STATISTIQUE DITE « de la richesse acquise » (suite et fin)

Nous venons de dire qu'il n'existe pas de relation, approximativement proportionnelle, entre la valeur des biens productifs et les valeurs distribuées, sous forme de salaires et de traitements. Ce n'est un secret pour personne que, suivant les industries et les méthodes techniques en vigueur, un capital, par exemple d'un million, peut aussi bien alimenter le travail de 500 ouvriers que celui de 50. Il n'y a aucun rapport fixe entre la somme distribuée en salaires et la masse des capitaux. La somme distribuée en salaires peut augmenter plus vite ou plus lentement que la somme des biens désignés sous le nom de richesse acquise, et il faut éviter de tomber dans l'erreur commise par les économistes du milieu du siècle dernier, lorsque ceux-ci préconisaient l'existence d'un fonds des salaires, variant en proportion avec l'augmentation ou avec la diminution du capital.

Pour qui voudrait voir dans cette méthode une mesure directe de l'ensemble des richesses d'une nation, c'est là un défaut fondamental, que rien ne peut racheter. Telle est la considération à laquelle ont cédé certains auteurs comme M. Sciamia et M. Reclus, quand ils ont voulu capitaliser les revenus du travail pour les additionner avec la valeur des terres et des instruments de travail. Ils commettaient une double erreur, d'abord celle de traiter le travail comme s'il était un capital et ensuite celle d'introduire le taux de l'intérêt dans le calcul des nouvelles valeurs dont ils tenaient compte, donnant ainsi naissance à une source de confusion et d'erreur, comme nous venons de le montrer. Par contre, ils évitaient une inconséquence, celle de vouloir baser une statistique de la richesse générale sur une évaluation fragmentaire.

Qu'il nous soit permis, à titre d'exemple, d'exposer le résultat produit sur le total cherché, par la baisse du revenu en argent de l'un quelconque des éléments dont est composée la statistique dite de la richesse acquise, lorsque cette baisse provient, non pas d'une diminution de la quantité des produits obtenus, mais d'une baisse de leur prix de revient. Nous verrons s'affirmer le double phénomène que nous nous sommes efforcé de mettre en lumière, c'est-à-dire d'une part, les défauts inhérents à toute statistique basée sur la valeur et, d'autre part, les défauts propres à la nature fragmentaire de cette méthode. Ces deux points de vue chevauchent

1. Voir numero de juillet, p. 235.

quelque peu l'un sur l'autre, mais ne se confondent pas à un degré tel qu'il ne soit pas possible de mettre en valeur celui qui peut être regardé comme une cause spéciale d'erreurs.

Nous prenons pour exemple la baisse de la rente foncière. La terre a vu sa valeur baisser de 30 à 35 %⁽¹⁾ depuis vingt ans, tandis que la quantité des céréales produites et que le capital employé dans l'agriculture ont constamment augmenté. Si le droit de 7 fr. sur les blés venait à disparaître, la baisse serait plus accentuée encore. Que se passe-t-il dans la nation ? Que se passe-t-il, d'autre part, dans les chiffres d'une statistique de « la richesse acquise » ? Pour la nation, il n'est aucun doute à avoir dans le cas envisagé ; la baisse de prix équivaut à une diminution de la quantité de travail employée à se procurer une quantité plus considérable de céréales et à une augmentation de sa richesse.

Si la collectivité se contentait d'employer ce bénéfice à accroître ses loisirs, notre statistique indiquerait purement et simplement un recul, par suite de la diminution de la valeur de la terre ; l'indication serait complètement erronée, cela est incontestable. Supposons que la nation applique, au contraire, sa puissance de travail, ainsi libérée, à édifier des installations nouvelles destinées à satisfaire de nouveaux besoins, il est possible que la valeur de celles-ci se substitue, sans plus, à la valeur des anciens instruments de production, et la statistique n'indiquera cependant aucune modification. Mais c'est là, dira-t-on, un défaut partagé avec toute énumération de richesses, basée sur la valeur. On aura raison, mais il y a quelque chose de plus que voici : il peut se faire qu'il résulte du nouvel état de choses une attribution plus grande de la valeur du produit total au travail salarié et, celui-ci ne figurant pas au tableau, rien ne nous donne une indication de ce changement. C'est pourquoi on est obligé de considérer que, même sur le terrain de la valeur, ce procédé est insuffisant ; voilà un motif particulier de ne conclure qu'avec la plus extrême prudence, des données de cette statistique à des modifications corrélatives du bien-être d'une société. Ainsi, dès le premier échelon franchi, la récolte de l'ensemble des valeurs une fois terminée, ce procédé statistique se montre insuffisant ; il fournit à qui voudrait en abuser une arme dangereuse, il ouvre la porte au sophisme protectionniste.

Cependant, malgré l'action de toutes ces forces contradictoires, grâce probablement à des compensations mutuelles des divers éléments qui le composent et dont il est pour ainsi dire impossible de suivre la trame, le total de ces évaluations augmente, cela est un fait certain, concurremment avec le développement de la richesse. Cela peut se constater d'une manière irréfutable par l'examen de la condition des individus.

Si on cherche à se rendre compte de la cause dominante du progrès de ces chiffres, on doit conclure, avec M. Colson, que la diminution dans le total exprimé, provenant de la baisse du prix des produits, trouve plus qu'une compensation dans la valeur des nouvelles installations, destinées à répondre à de nouvelles demandes suscitées par de nouveaux besoins ou par le désir de satisfaire plus complètement les anciens besoins. Ce sont les progrès de l'épargne qui viennent apporter leur contingent aux anciennes forces productives. Ce fait est incontestable, mais n'éclaire pas tout le problème et, en tout cas, l'impossibilité de le chiffrer exactement nous

1. COLSON, *Cours d'économie politique*, t. II, p. 24.

invite à nous servir avec la plus grande circonspection de ces données, comme d'une mesure de l'épargne. Nous voyons, en effet, dans le phénomène constant de hausse qui a permis à la richesse acquise de quadrupler depuis un siècle, une seule des données du problème; il faudrait mesurer la dépréciation des anciens biens productifs pour connaître le montant des valeurs nouvellement épargnées. Comment évaluer, par exemple, la dépréciation d'anciennes machines dont la valeur actuelle contient pour une très grande part le prix d'améliorations et de réparations successives? Il n'est donc pas possible de s'appuyer directement et uniquement sur les chiffres que nous fournissent ces relevés statistiques, pour en déduire une augmentation proportionnelle de la richesse publique ou même de l'épargne. Il nous est seulement permis d'affirmer qu'un accroissement de bien-être se réalise en même temps que s'élèvent lesdits totaux. Mais, de ces deux accroissements, le premier peut avoir une importance propre beaucoup plus ou beaucoup moins considérable que le second, et on est toujours obligé, pour s'en rendre compte, de recourir à d'autres données d'une nature moins rigoureuse. Il semble qu'aucune construction théorique ne soit capable d'exprimer une relation mathématique, unissant la marche des valeurs dites « de richesse acquise » avec celle des valeurs de travail. Mais la statistique tend de plus en plus à ne considérer cette donnée que comme une indication, comme un indice; c'est aux critiques à ne pas lui faire dire ce qu'elle ne dit pas et ne peut pas dire.

*
**

STATISTIQUE DES REVENUS. — La totalisation du revenu en argent des particuliers présente par elle-même de sérieuses difficultés et lorsqu'il s'agit de recueillir les éléments dont on se propose de faire ainsi la somme, les données dont on dispose sont plus incertaines et plus difficiles à recueillir que dans le cas de la richesse acquise. Ce sont là des obstacles pour ainsi dire matériels dont la nature est bien exactement délimitée. Par contre, cette méthode est susceptible de donner une satisfaction plus complète dans l'ordre d'idées qui nous occupe, en ce sens qu'elle est capable théoriquement de réduire l'incertitude des conclusions à la seule antinomie entre la valeur et la richesse. Elle fournit donc des cadres très supérieurs à ceux que nous avons examinés précédemment.

Sans s'attarder à scruter minutieusement toutes les difficultés concernant le travail documentaire, il est bon, cependant, de donner un rapide aperçu des obstacles qui s'opposent au groupement absolument correct des données nécessaires, ne fût-ce que pour mettre en lumière la logique de cette méthode et le degré de certitude qu'elle nous apporte.

D'abord, comment connaître le revenu en argent de tous les particuliers? Dans les pays qui n'ont pas un impôt sur le revenu, on est dans l'obligation, soit de faire des enquêtes et de procéder par voie d'interrogation — on connaît le succès de cette méthode, — soit de saisir le revenu des particuliers là où il se manifeste avec une certaine authenticité, par exemple en tenant compte du revenu de la propriété bâtie et des valeurs mobilières, de certaines statistiques dressées en France par l'Office du travail et du recensement des professions et le montant des salaires. Tous ces renseignements contiennent une part d'arbitraire, dont il faut tenir compte. C'est dans cette tâche que l'ingéniosité des statisticiens s'affirme le

plus heureusement, mais il existe contre cette méthode des objections d'un ordre général; si elles étaient fondées, il nous faudrait conclure à quelque chose de contradictoire dans le système. Ces arguments auraient pour effet de frapper les résultats obtenus de suspicion, à tel point qu'il serait impossible de considérer la statistique des revenus comme capable de fournir le maximum de certitude compatible avec le critérium du prix comme base. Or, le but que nous nous proposons étant précisément l'étude de ce point de vue théorique, il est nécessaire de discuter ces objections.

Les voici : 1° on se demande quelquefois si tel revenu particulier est bien un revenu pour la nation ; 2° on craint de faire double emploi en additionnant certains revenus paraissant dépendre les uns des autres. La première question se pose à propos des revenus provenant des monopoles. Recourons encore à notre exemple de la rente du sol.

Il ne faut pas voir en ceci la prétention d'assimiler d'une manière complète la rente du sol au revenu d'un monopole, mais, au point de vue spécial de la discussion, il ne paraît y avoir aucun inconvénient à confondre les deux phénomènes. Cette réserve faite, l'exemple a l'avantage d'être d'une application très générale. De plus, les produits de la terre livrés à l'agriculture ont une propriété spéciale, celle de varier fort peu en qualité; au cours des âges, leur utilité totale, c'est-à-dire le pouvoir qu'ils ont de satisfaire nos besoins, reste assez semblable à lui-même et la richesse, en ce qui les concerne, peut généralement se confondre avec les quantités obtenues. Nous aurons de nouveau à insister sur les conséquences de ce fait.

La rente correspondant à une productivité spéciale de certaines terres, peut être considérée comme une conséquence de la difficulté de produire des céréales dans des terres moins fertiles : elle mesure une diminution de productivité du travail national et, par conséquent, on pourrait être tenté de ne pas l'admettre comme un revenu pour la nation. Présentée ainsi, l'objection ne paraît avoir d'autre portée que celle d'une critique formulée contre toute espèce d'énumération de valeurs destinée à servir de mesure à la richesse : toutes les valeurs et tous les prix sont, en effet, causés par une rareté relative des biens par rapport à nos besoins. On peut donner à l'objection une autre forme et soutenir que le revenu du propriétaire de terres n'est pas un revenu pour la nation; le revenu de la nation, dira-t-on alors, c'est le produit brut de la terre. Au fond, c'est toujours la même thèse et la question de savoir quelle est la relation entre la valeur totale des revenus particuliers et le produit brut se confond à peu près avec celle de la relation entre la valeur et la richesse. Il n'y a donc pas, à proprement parler, d'objection nouvelle.

Poursuivons l'examen de la question que nous nous sommes proposé de résoudre : la valeur totale des revenus particuliers coïncide-t-elle avec la valeur totale du revenu national? Ensuite, afin de dissiper les derniers doutes, nous verrons si les revenus de la terre ou d'un monopole se comportent de la même manière que tous les autres revenus, à l'égard du pouvoir d'achat de la monnaie, qui résume au fond le problème ultime de la richesse dans une statistique de prix. Si en effet, ces revenus se comportent pareillement à tous les autres, à ce point de vue fondamental, il existe beaucoup de raisons pour les retenir et aucune pour les écarter.

La rente est un phénomène de valeur entraînant l'attribution au propriétaire foncier d'une part du produit national; si, comme cela ne paraît pas douteux, le véritable but est, ici, de connaître la valeur totale du produit national par la somme des

revenus particuliers, il est indispensable de ne pas en omettre une partie. Mais, dirait-on, il existe une différence entre les revenus provenant des sources soumises à la concurrence et les revenus dérivés des monopoles de droit ou de fait, ceux-ci constituant un prélèvement sur les bénéfices sociaux, sans correspondre à un produit économique. Ne peut-on pas tout aussi bien dire que la rente correspond à la productivité plus grande de certaines terres? A ce compte, il est permis de considérer que ce que coûte à une nation sa production agricole, c'est la somme du prix des produits de la terre, moins les rentes payées aux propriétaires. Cette manière de voir trouve sa confirmation dans l'hypothèse d'une société communiste; en dehors de l'existence de la propriété privée, le phénomène de la rente foncière continuerait à se produire, l'État ou la communauté en serait le bénéficiaire au lieu du propriétaire, voilà tout, la collectivité gagnerait d'une main ce qu'elle perdrait de l'autre. Il importe cependant de faire remarquer la part de vérité contenue dans l'objection. Il n'est pas indifférent qu'il soit, ou non, payé de fortes rentes aux propriétaires fonciers ou aux possesseurs de monopoles. La rente que touche le propriétaire n'est équivalente qu'à une partie seulement des frais de production sociaux supplémentaires, occasionnés par une demande croissante de céréales ou par une hausse factice des prix. La quantité de travail à rémunérer pour produire des unités de céréales plus nombreuses, augmente plus vite que la rente du propriétaire, la rente n'étant qu'une partie décroissante du rendement de la terre. Lorsqu'elle monte, elle ne rembourse qu'en partie, mais lorsqu'elle baisse, par suite d'une invention nouvelle ou de l'ouverture d'un marché d'approvisionnement, le bénéfice des consommateurs de céréales croît plus vite que ne baisse la rente, à cause de l'économie des quantités de travail qui n'obtenaient précédemment aucune rente.

Tel est le caractère spécial de cette nature de revenu, caractère qui explique l'objection signalée, sans toutefois lui donner une base sérieuse, en ce qui concerne le cas présent. Il y a lieu en effet de faire observer que, pour tenter d'atteindre à une mesure sérieuse de la richesse, il faudra, en dernière analyse, faire appel au pouvoir d'achat de la monnaie. Or, en quoi l'utilisation de ce procédé sera-t-elle différente dans le cas d'une valeur de monopole ou dans celui d'une valeur soumise à la concurrence? Si l'analyse du pouvoir d'achat de la monnaie donne des résultats précis, la valeur-monnaie des revenus pourra nous exprimer le pouvoir d'achat du revenu en marchandises et une hausse du prix des céréales viendra grever tous les revenus particuliers, diminuant leur pouvoir d'achat, tout comme le ferait la hausse d'un autre produit.

Si nous admettons, d'autre part, que l'ensemble des revenus particuliers résume le revenu national, cette charge devra peser plus lourdement, dans un des plateaux de la balance, que ne le fera, dans l'autre, la hausse du revenu foncier. On aura ainsi, par la combinaison des chiffres de la statistique des revenus et du pouvoir d'achat de ces revenus, une connaissance exacte des modifications survenues. Le problème sera résolu. Ce raisonnement, applicable aux revenus des monopoles, l'est aussi à ceux des charges dites improductives; il n'y a, par conséquent, pas lieu d'appliquer, à leur égard, une règle spéciale, malgré des apparences capables, à première vue, d'impressionner un esprit prudent.

Reste la question du double emploi, en ce qui concerne certains revenus paraissant dépendre l'un de l'autre de manière si complète qu'on hésite à les additionner; par exemple : le revenu d'un homme fortuné et le traitement qu'il donne à

son secrétaire doivent-ils être pris comme deux revenus distincts? Cette hésitation équivaut, semble-t-il, à la méconnaissance de la signification réelle des éléments considérés. Celui-là même qui, dans une statistique de richesse acquise, n'aurait peut-être pas hésité à ajouter l'un à l'autre les *capitiaux-biens* de l'homme riche et le *capital-intelligence* de son secrétaire, se sentirait pris de scrupule et n'oserait pas tenir compte du revenu particulier de ces deux personnages. C'est là une contradiction flagrante due au fait suivant : quand on énumère les sources de revenus, la réalité cherchée est en évidence, on sait compter la valeur d'une source réelle de production, tandis que dans une statistique des revenus, on voit des individus, puis des sommes d'argent qui leur sont versées et dont l'origine paraît remonter à une source mystérieuse : le même revenu paraît circuler indéfiniment, on craint de le compter plusieurs fois. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait aucune précaution à prendre, ni aucune difficulté à vaincre pour construire une statistique des revenus, mais il paraît indispensable, pour fixer la nature réelle de ces difficultés, de bien déterminer la notion fondamentale sur laquelle nous paraît s'appuyer cette méthode.

J.-B. Say avait observé que « le revenu de tous les particuliers pris ensemble ou de la société est égal au produit brut résultant des terres, des capitaux et de l'industrie de la nation ». Il considérait que le revenu net devait être calculé tel qu'il se présente à l'esprit du producteur qui le perçoit ; le revenu des individus, ainsi défini, concordant avec la plus-value apportée par eux aux matières transformées. Say n'a pas dit s'il entendait parler du revenu net et du revenu brut exprimé en valeurs ou en marchandises ; mais dans les deux cas, son observation est valable et nous pouvons nous appuyer sur son autorité pour conclure que l'ensemble des revenus en valeur-monnaie de chaque individu coïncide, après somme faite, avec la valeur-monnaie totale de la production nationale.

S'il fallait donner une description résumée de la méthode employée dans la statistique des revenus, nous dirions qu'elle consiste à conclure du total de la distribution au total de la production. Sous cet aspect, la difficulté du double emploi, signalée plus haut, se résume en celle de bien déterminer le revenu net des particuliers. Ce revenu net est, dans certains cas, assez difficile à établir et les controverses sont nombreuses sur ce sujet ; il existe même des cas théoriquement insolubles, comme celui de la part du revenu à attribuer à l'amortissement ou à la mise en réserve pour dépréciation. Quoi qu'on fasse, il y aura toujours des espèces dans lesquelles le doute subsistera, mais il semble cependant que, prise en masse, l'opinion publique d'un peuple économiquement développé peut suffire à trancher le débat d'une manière satisfaisante. Or, c'est en fait à cette opinion qu'on s'en réfère, lorsqu'on a recours, dans les pays où existe un impôt sur le revenu, aux tableaux dressés par le fisc : et cela, aussi bien dans le cas d'un impôt basé sur la déclaration que dans celui d'une taxe établie sur des signes extérieurs (réserve faite, bien entendu, des dissimulations ou des erreurs). C'est encore sur l'opinion de la nation, quant aux sommes constituant son revenu, qu'on s'appuie, lorsqu'on déduit le revenu probable de l'importance du loyer ou de l'élévation d'une taxe, dans laquelle figure ledit loyer comme base d'imposition.

On peut cependant faire à cette méthode l'objection suivante : toutes les prestations utiles de la terre, du capital et du travail ne se distribuent pas : certains produits ne sont pas échangés et ne donnent pas lieu à une évaluation en monnaie ; le

paysan propriétaire et d'autres producteurs encore vivent sur le produit en nature. De plus, il y a aussi des richesses qui ne donnent lieu à aucun revenu en argent : le domaine public (État, communes, etc.), les meubles précieux, bijoux et objets de cette nature. Il devient donc impossible d'admettre que l'ensemble des revenus, pouvant s'exprimer en monnaie, concorde avec la valeur d'ensemble de toute la production. Cette objection est très sérieuse, mais il semble néanmoins qu'en pratique et dans le monde moderne de la division du travail, l'immense majorité des produits se distribuent par le mécanisme de la valeur entre les différents producteurs.

Il n'est donc pas téméraire d'affirmer que la statistique des revenus, malgré toutes les difficultés qu'elle rencontre sur son chemin, forme un ensemble parfaitement logique et capable de nous donner une connaissance générale de la valeur-monnaie de la production nationale beaucoup plus exacte que ne peut le faire la statistique de la fortune publique ou de la richesse acquise.



Mais est-ce à dire que nous posséderons alors une mesure de la richesse, une mesure absolue pouvant se transporter dans le temps et dans l'espace ? Cela dépendra de la possibilité de traduire en pouvoir d'utilité une somme de valeurs. Qu'avons-nous à notre disposition pour ce faire ? La méthode de l'index-number. Que donne en réalité cette méthode ? Dans le système le plus répandu, comme d'ailleurs dans tout autre système imaginable, pour fixer un prix de base, on est toujours obligé de s'appuyer sur une quantité quelconque de marchandise. Il résulte de là que le pouvoir d'achat de la monnaie sera nécessairement incapable d'exprimer autre chose qu'un pouvoir quantitatif d'acquisition de la monnaie. Ce rapport se résume donc en un plus ou moins grand nombre d'unités de biens.

Il n'est pas nécessaire d'insister ici sur les difficultés matérielles que rencontre la réalisation d'un index-number, en tant que représentation complète et exacte du pouvoir d'échange de l'argent ; il importe seulement de mettre en lumière ce que signifie ce pouvoir d'échange en tant que mesure de la richesse. Or, à n'en pas douter, cette mesure est basée sur une hypothèse : les produits pris en considération restent identiques à eux-mêmes ; ce point d'appui est insuffisant, cela a été dit, pour établir une mesure de la richesse. Le pouvoir d'achat de l'argent exprimé en unités de vêtements pourrait n'avoir pas varié, tandis que les vêtements auraient gagné considérablement dans la propriété qu'ils ont de nous préserver des intempéries. Le transport en chemin de fer, par exemple, est non seulement moins coûteux, mais plus confortable et plus rapide que le transport en diligence. Il se trouve bien, dans certains cas, comme nous venons de l'observer à propos des céréales, que l'unité du produit ne variant guère, le rapport quantitatif entre le revenu en argent et les unités de produits peut donner la mesure de la richesse, mais il n'en est pas toujours ainsi ; loin de là.

La notion de la valeur, en tant que mesure de la richesse, peut se présenter sous un aspect un peu différent. On pourrait être tenté de comprendre autrement l'idée du pouvoir d'achat de la monnaie et de chercher dans son expression une mesure absolue des valeurs, c'est-à-dire un critérium permettant de juger si le total des valeurs produites est en croissance. C'est le moment de rappeler une hypothèse de

J.-B. Say, restée célèbre : « Si d'économie en économie, les frais de production se réduisaient à rien, il est clair qu'il n'y aurait plus ni rentes pour les terres, ni intérêts pour les capitaux, ni profit pour l'industriel; dès lors plus de revenus pour les producteurs. » Telle est, dans son expression la plus pure, l'évocation de ce problème si troublant de la baisse des valeurs, concordant avec l'accroissement des richesses. Comme l'a fort bien observé depuis, Wieser, la valeur est nulle deux fois dans l'évolution économique : quand on ne possède rien ou qu'on est dans la pauvreté et quand on possède tout ou qu'on est dans la richesse absolue. La valeur monte pendant un certain temps de pair avec l'enrichissement, c'est là ce que Wieser appelle la branche ascendante, sur laquelle la puissance, relativement faible, qu'a l'homme de satisfaire ses besoins, maintient la valeur, jusqu'à présent; nous avons cependant la notion très nette que la valeur peut théoriquement se trouver sur la branche descendante, malgré le développement de la richesse. Nous avons conscience de l'accroissement de la somme des valeurs constituant notre bilan social, accroissement se produisant dans une certaine relation avec le progrès de notre richesse. Si nous considérons, en effet, ce qui se passe dans une société progressive, nous croyons voir la valeur globale des biens, dont celle-ci dispose, s'accroître à mesure que se développe sa puissance économique, et cela, malgré l'abaissement de valeur de chacune des unités de biens. D'autre part, nous avons le sentiment que cette valeur globale est susceptible de s'abaisser, malgré l'augmentation des produits, comme cela se passe, en pratique, dans les crises de surproduction. Nous serions donc en présence d'une courbe, dont notre société parcourrait encore la branche ascendante, exception faite des périodes troublées. Ne pourrait-on pas établir la relation unissant la marche de cette courbe avec celle de la richesse? On se contenterait alors d'enregistrer les variations de la somme des valeurs produites. Le problème serait alors simplifié. Malheureusement, s'il est possible de vérifier l'exactitude de ce raisonnement à un point de vue relatif, c'est-à-dire dans un cas où la monnaie peut servir de mesure à la valeur et en considérant un stock spécial de marchandises, il est cependant impossible de saisir la réalité de cette idée, lorsqu'il s'agit de l'ensemble des marchandises, constituant la richesse d'une nation. La mesure absolue de la valeur n'existe pas plus que celle de la richesse.

L'idée en question est une simple construction de l'esprit, construction séduisante et dangereuse : elle est née du seul raisonnement abstrait et de la nécessité d'imaginer une courbe reliant les deux zéros de la valeur qui, eux, sont une évidence. La monnaie est impuissante à résoudre ce problème, parce qu'elle voit sa valeur se proportionner d'une part à son offre effective (quantité et facilité de circulation de toute nature), et d'autre part à la quantité de valeurs à faire circuler. Si on peut imaginer en théorie un index-number susceptible de donner le pouvoir d'achat de l'argent exprimé en unités de biens, il reste impossible de dire si la somme des valeurs, telle que l'entend Wieser, a augmenté. En effet, comme on chercherait dans ce cas à déterminer la quantité de valeurs, il faudrait pouvoir s'appuyer sur l'élément constituant le premier des termes d'où dépend le pouvoir d'échange de la monnaie.

A ce propos, écoutons M. de Foville (1) : « La valeur absolue du métal est une inconnue à l'égard de laquelle la science se trouve réduite à des conjectures plus ou

1. *Dictionnaire d'économie politique*, article **Prix**.

moins plausibles. » Nous nous trouvons dans un cercle vicieux dont l'index-number n'est pas capable de nous tirer.

Serait-il possible de rechercher directement la somme des valeurs par la synthèse de toutes les appréciations subjectives, c'est-à-dire en considérant la valeur indépendamment de sa manifestation dans l'échange? On créerait ainsi une sorte de valeur objective par la moyenne des appréciations subjectives, comme on pourrait être tenté de le faire en se servant des enseignements de l'école autrichienne. On aboutirait à un tableau des utilités-limite de tous les biens multipliées par les quantités. Une telle besogne est non seulement irréalisable pratiquement, mais n'a aucune raison d'être spéciale, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de se rendre compte des appréciations, nées de la relation entre l'offre et la demande, que de faire appel à la notion du prix ou de la valeur d'échange. C'est donc à tort que l'utilité-limite nous semblerait propre à résoudre ce problème. Si, au premier abord, cette théorie paraît susceptible, en nous facilitant la conception de la valeur, de nous permettre de la traiter en dehors de l'échange, c'est là une illusion, due surtout à l'action convaincante des termes. Au fond, l'utilité-limite n'est qu'une conséquence de l'offre et de la demande et elle n'a d'expression réelle que dans le prix. Toute mesure sociale de la valeur se juge et prend sa force dans le prix, largement entendu. On peut concevoir la notion de la valeur comme un phénomène préexistant à l'échange, mais on ne peut lui donner une forme concrète, un support, pour la dénombrer, en dehors de l'échange. Laissons cette matière confuse et glissante, trop célèbre depuis Proudhon, par les erreurs et les sophismes qu'elle est capable d'engendrer et admettons, pour un instant, que nous possédions un moyen de construire une courbe des variations de la valeur totale de la production d'une nation. Cette supposition permettra de ranger tout cet appareil confus, non seulement dans la catégorie des problèmes insolubles, mais même dans celle des recherches *inutiles*. Si nous admettons qu'il existe un moyen de construire une courbe figurant les variations de la valeur totale de la production d'une nation, il nous faudra encore construire la courbe figurant la marche de la richesse, ces phénomènes ne suivant pas une voie parallèle. Or, c'est précisément le progrès de la richesse qui constitue le problème à résoudre.

Pour nous résumer : la statistique des revenus est plus qu'un indice ; il paraît en effet logique de poursuivre, dans la voie tracée par cette méthode, la totalisation, en valeur-monnaie, de la production d'une nation, puis de chercher, par la mesure du pouvoir d'achat de la monnaie, à déterminer l'importance quantitative des produits. Reste à mesurer la partie de leur utilité totale non comprise dans le prix. Cette utilité totale dépend du pouvoir de satisfaction contenu dans ces biens, et ce pouvoir de satisfaction se définit par le rang occupé par les besoins satisfaits, dans l'échelle des désirs humains, et par la qualité des produits. C'est l'œuvre d'enquête délicate qui reste à faire, sur le terrain préparé par la méthode objective. Il faut, ici, citer un système ingénieux destiné à faciliter cette enquête en introduisant automatiquement, dans le jeu des nombres, une partie de l'élément subjectif dont il est nécessaire de tenir compte. Ce système, préconisé par M. de Foville, est désigné sous le nom de moyennes budgétaires : il consiste à utiliser un index ayant pour objet la mesure des variations du coût de la vie. En donnant aux variations du pouvoir d'achat de la monnaie une importance plus ou moins grande, selon que ces modifications se constatent à l'égard de produits plus ou moins importants, au point

de vue du budget des individus, et cela, d'après un tableau arrêté d'avance et dressé d'après l'expérience, on introduit incontestablement, en le simplifiant, un élément d'étude du bien-être social, dans la notion du prix. Avec des moyennes de cette nature appliquées aux différentes classes sociales, on aura une idée très approchée du bien-être général. En tenant compte du rôle joué par les différentes combinaisons réalisées par cette méthode, on peut regarder celle-ci comme philosophiquement équivalente au procédé suivant, dans lequel on ne demande à la monnaie que les éclaircissements qu'elle est réellement en mesure de fournir. Après avoir étudié, dans le domaine de la vie domestique, les conditions de bien-être à différents degrés de l'échelle sociale, la statistique des revenus nous apprend quel est le nombre d'individus vivant d'après tel ou tel étalon de vie. L'évaluation en monnaie ne sert *directement*, ici, qu'à mesurer la richesse relative des individus et à opérer le classement des fortunes, les autres données du problème étant traitées par le jeu des coefficients divers combinés avec le pouvoir d'achat de la monnaie. Resterait seule en dehors du groupe de faits pris en considération : la qualité des objets.

On peut cependant se rendre compte du chemin parcouru, dans la voie de la compréhension totale de toutes les caractéristiques de la richesse, la science statistique s'efforçant d'ailleurs dans toutes ses opérations d'éviter l'emploi de la mesure-monnaie en dehors de ses attributions, d'ordre essentiellement relatif.

Toutes ces considérations constituent la réponse des statisticiens aux objections formulées par la science économique. Celle-ci nous enseigne que de quelque manière qu'on envisage le problème, on constate l'insuffisance de toute évaluation en monnaie, comme mesure unique et mathématique de la richesse. Il existe, nous dit-elle, un écart entre la valeur des biens et leur utilité totale, pour lequel aucun prix n'est payé ; cet écart nous apparaît, tantôt comme un pouvoir de satisfaction contenu dans les produits, quand on s'attache au dénombrement des quantités, tantôt comme une antinomie entre la valeur et la richesse, quand on cherche la solution dans un total exprimé en valeur ; il nous apparaît comme la rente des acheteurs, si, au lieu de tenter de déterminer la condition des producteurs, nous cherchons à connaître celle des consommateurs.

Toutes ces difficultés cessent d'exister, quand il s'agit d'utiliser une mesure de la richesse pour un temps relativement court ou pour comparer le bien-être économique de deux nations dont les marchés commerciaux et financiers, les conditions climatologiques ou autres favorisant l'inter-émigration, ont assez de points de contact ou sont assez semblables pour faciliter, dans les deux domaines, un nivellement de l'écart existant entre le prix et le pouvoir de satisfaction. Ainsi, on ne quitte pas le champ que la monnaie est susceptible de mesurer.

En ce qui concerne des périodes plus lointaines ou des groupements ethniques plus différents les uns des autres, ce serait une grave erreur de croire les statisticiens ignorants des conditions dans lesquelles ils opèrent ; ils ont utilisé les ressources à leur disposition et poussé l'art des combinaisons à l'extrême limite. Ils gardent la conscience bien nette du point où leur méthode est capable de les conduire, dans l'ordre d'idées de leurs recherches, et ils connaissent parfaitement le point passé lequel les éléments dont ils disposent cessent de constituer une base d'appréciation sérieuse : ils ont constamment amélioré la voie qu'ils ont adoptée, non par fantaisie, mais parce qu'elle est la seule praticable.

La tâche d'imaginer de nouveaux cadres statistiques, destinés à relever les éléments numériques de la richesse publique ou privée, suivant que le désirait le regretté M. Coste, paraît bien ardue dans ces conditions, mais par contre, le champ des perfectionnements est très vaste et la récolte des documents ouvre, pour ainsi dire, des horizons infinis au chercheur. Si nous avons quelque peu réussi à délimiter les deux domaines d'une statistique de la richesse publique, le domaine *subjectif*, qui ne peut être exploré que par l'analyse du bien-être, et le domaine *objectif* qui relève de l'empire du nombre, nous pourrions nous féliciter d'avoir travaillé à dissiper une équivoque et à faire cesser quelques discussions stériles. C'est perdre son temps et gâcher ses moyens d'action que de demander à un système quelconque de recherches plus qu'il n'est capable de donner ; c'est faire œuvre utile que d'étudier la mesure vraie, dans laquelle il est capable de nous servir.

André PINARD.